

COMMUNIQUE

Les Etats doivent prendre congé des marchés financiers

Pour **FORCE OUVRIERE** les décisions économiques et budgétaires prises actuellement par les Etats démontrent à nouveau l'enfermement des gouvernements dans une politique imposée par les marchés financiers.

Comme à chaque fois il s'agit d'accentuer les mesures d'austérité préjudiciables à la croissance, à l'emploi, à tous les salariés, aux services publics mais également à la démocratie.

Sous le coup de l'avertissement d'agences de notation d'une possible baisse de leur note, l'Espagne et l'Italie sont désormais en « état d'alerte » face à la remontée très inquiétante de leur taux de financement. Une remontée qui, si elle se révélait durable, placerait ces deux pays, et la zone euro dans son entier, dans une situation à hauts risques.

De leur côté, si les Etats-Unis semblent avoir échappés à un défaut de paiement, le compromis trouvé au relèvement du plafond de dette est lui même porteur de grandes menaces. L'ampleur des mesures de réduction de dettes publiques décidées (2500 milliards de dollars) portera un coût à toute l'économie américaine du point de vue de la croissance et entraînera une augmentation des inégalités déjà importantes. Les plus démunis payeront au prix fort cet accord, dont l'un des autres volets réside dans la non augmentation des impôts des plus riches.

Pour autant, les marchés financiers ne sont toujours pas pleinement « rassurés » !! D'un côté, ils plaident pour la liberté totale de circulation des capitaux afin de pouvoir gagner le plus possible en développant la spéculation. De l'autre, ils veulent être assurés de ne rien perdre en demandant la garantie des États et des fonds publics. Le tout en refusant l'instauration de contrôles et de règles !

Cette schizophrénie conduit à faire payer aux travailleurs et aux populations tous les errements et inepties du capitalisme financier.

Il est plus que temps de rétablir à tous les niveaux (international, européen et national) des règles strictes sur les plans monétaire et financier, de faire respecter les normes internationales du travail et de redonner à la démocratie tous ses droits.

Partout, l'austérité et cette véritable dictature de la dette doivent être refusées et combattues. FORCE OUVRIERE y oppose ses revendications d'augmentations de salaires, pour la préservation des droits sociaux et en faveur de l'existence des services publics ainsi que la nécessité d'une grande réforme fiscale.